

*Accords fiscaux—Loi*

perte aura de terribles répercussions sur nos jeunes et nos personnes âgées, en Colombie-Britannique.

Il convient de remarquer que tandis que, le gouvernement fédéral réduit les sommes consacrées aux soins de santé et à l'enseignement postsecondaire, il augmentera au cours des cinq prochaines années, le budget de la défense de 41 p. 100. Comment peut-on, en bonne conscience, adopter des priorités de ce genre? C'est une politique à courte vue du point de vue économique et social.

Je voudrais parler de la situation des jeunes en Colombie-Britannique. Déjà 21 p. 100 d'entre eux sont sans emploi et on va leur rendre encore plus difficile l'accès au collège, à l'université ou à d'autres programmes de formation. Plus de 63,000 jeunes âgés de 15 à 24 ans ne pourront pas obtenir d'emploi. En effet, la plupart d'entre eux auraient besoin d'une nouvelle formation pour décrocher un emploi et ils n'y auront pas accès.

Le gouvernement fédéral devrait certainement offrir plus de possibilités aux jeunes. Non seulement, notre société que nous espérons instruite et moderne l'exige, mais notre avenir économique et social en dépend. A long terme, investir dans la jeunesse épargnera au gouvernement le coût de l'assurance-chômage et la moitié du coût de l'aide sociale, dont vivent la plupart de ces jeunes. Le gouvernement bénéficiera des impôts qu'ils paieront et rentabilisera à long terme l'investissement fait aujourd'hui dans leur formation et leurs études.

Je voudrais signaler l'initiative prise par Bob Skelly, chef du Nouveau parti démocratique de la Colombie-Britannique. La semaine dernière, il a présenté à Victoria un projet de loi d'initiative parlementaire dont nous devrions nous inspirer, garantissant à tous les jeunes de la province le choix entre l'enseignement à plein temps, la formation ou un emploi stable. Grâce à ce projet de loi, 63,000 jeunes pourront choisir leur avenir. Si nous n'en faisons pas autant, nous perdrons une génération. Le coût de ce programme s'élèvera à 150 millions de dollars par an.

Nous investissons des milliards dans l'Expo et nous ne pouvons pas trouver 150 millions par an pour assurer l'éducation et la formation de nos jeunes. Si ces jeunes en sont réduits à vivre de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage ou à se contenter des salaires de misère d'employés temporaires, cela va nous revenir très cher et produire toute une génération qui restera à la charge de la société. J'exhorte le gouvernement à réfléchir à ce qu'il est en train de faire par ce projet de loi. Il réduit l'investissement, absolument capital, dans la jeunesse. Ce n'est pas seulement une dépense, c'est un véritable investissement. Cela nous coûte déjà cher et ce sera pire si nous n'offrons pas de perspectives d'avenir à nos jeunes.

Notre génération a eu accès à l'enseignement et à des possibilités d'emploi. Nous devons considérer la génération actuelle de jeunes d'une manière beaucoup plus positive. Nous ne pouvons pas nous permettre de les garder au chômage, sans formation et sans avenir. Le groupe de travail a entendu parler de jeunes femmes qui élèvent des enfants qu'elles ont eus dans leur adolescence. Cela leur est arrivé en grande partie parce qu'elles n'avaient pas d'espoir. Que vont devenir leurs enfants? Ils n'ont pas d'avenir, et ce projet de loi ne fait qu'empirer la situation.

Quand aux services de santé, le député conservateur qui est intervenu en dernier a parlé de les réformer. Je suis parfaitement d'accord avec lui. Nous pourrions faire beaucoup mieux avec l'argent que nous consacrons à la santé. Je conviens avec mon collègue qu'il ne faut surtout pas suivre l'exemple des Américains qui ont privatisé leur système de santé et en tirent des bénéfices de sorte que les gens sont privés des services essentiels. Nous ne devons pas nous contenter de maintenir et d'augmenter notre investissement dans la santé, car c'est un investissement dans la nation, nous devons également changer nos priorités. Il faut admettre que notre système de santé est dominé par les médecins et qu'on consacre beaucoup trop d'argent à une technologie de pointe très onéreuse, à des greffes du cœur et à d'autres opérations.

● (1200)

Nous oublions complètement le grand public dans des localités qui ont besoin d'un minimum de soins préventifs. Ce qu'il faudrait, c'est investir davantage dans les services de type para-professionnel. Nos infirmières devraient faire beaucoup plus; nous avons d'ailleurs autorisé cette évolution dans notre législation sur la santé, mais on n'en a pas profité. Nous devrions avoir de plus nombreuses cliniques communautaires faisant davantage appel aux gens de la localité pour la prestation des services. Nous devrions avoir davantage de soins à domicile pour les personnes âgées, afin d'éviter les séjours coûteux en établissement. Nous devrions faire beaucoup plus pour aider les jeunes familles, surtout celles qui ont des enfants d'âge préscolaire, à favoriser la pratique de l'hygiène. C'est dans ces domaines que nous devrions investir. Nous ne devrions pas réduire la participation fédérale; nous devrions au contraire l'accroître. Nous devrions encourager et promouvoir une tout autre orientation des services de santé.

Nous devrions également envisager d'un oeil différent les services dans les régions éloignées. Le gouvernement fédéral, c'est certain, a une responsabilité spéciale à l'égard des habitants des Territoires et de nos régions septentrionales, tout particulièrement à l'égard des autochtones. Il faut fournir des services de sages-femmes dans certaines localités septentrionales, conformément aux vœux des femmes inuites. Pourtant, nous ne faisons rien à ce sujet. Nous nous contentons de comprimer les dépenses.

Il faut offrir davantage de programmes d'éducation populaire, afin que les habitants des régions éloignées puissent avoir accès à l'éducation. C'est pourtant un domaine où il y a des compressions dans toutes les provinces. Je puis dire aux députés que c'est là ce que nous, membres de l'équipe de travail dont je fais partie, avons entendu à maintes reprises. Des collèges sont contraints de fermer, alors qu'ils devraient offrir des programmes d'éducation permanente dans les régions rurales. Une mesure comme celle-là se justifierait certainement du point de vue économique, sans compter qu'elle est absolument nécessaire si nous voulons avoir une population instruite.

Quant aux soins hospitaliers, j'ai devant moi un article paru en juillet dernier dans le *Sun* de Vancouver. Il précise que la Colombie-Britannique avait déjà commencé à prendre des mesures de compression dans le domaine de la santé il y a quatre ans, en mettant à pied 2,000 travailleurs—des femmes, pour la plupart—et en éliminant 1,200 lits. Depuis lors, les soins de santé ne cessent de se détériorer. Faute de place à la